

te sauf le politicien et le haut fonctionnaire, où l'esprit d'entreprise n'a pas de récompense et l'économie aucun privilège." J'approuve toutes les modifications sociales pratiques,— et Dieu sait si nous aurons à trouver quelque chose de nouveau pour nos classes laborieuses!—mais je n'en considère pas moins certaines mesures présentées comme irréalisables.

Il devrait être possible de remédier de quelque façon aux problèmes du logement et du combustible. Ce sont nos plus importants. Quant à la médecine d'Etat et à l'assurance-santé ou à l'assurance-maladie, je n'ai cessé de les approuver depuis la période de l'entre-deux-guerres. Permettez que je cite le *Daily Mail* du vendredi 12 mai 1944. J'y vois que les principaux membres de la faculté médicale, y compris lord Dawson of Pen, le médecin du roi, ont condamné les plans d'hygiène du Gouvernement sous neuf chefs principaux qui sont les suivants:

1. Les médecins, qui sont des spécialistes, ne devraient pas être soumis aux directives des profanes que sont les fonctionnaires

2. Ils s'opposent à ce que leur profession soit régie par la Trésorerie et assujettie à ses vues.

3. Ils s'opposent à prendre des ordres du service civil en période de paix. Ils ne veulent pas qu'un fonctionnaire puisse dire à un médecin où il devra pratiquer sa profession.

4. Le livre blanc parle "de certificats scrupuleusement contrôlés"; ceci peut signifier qu'un médecin, bien que convaincu que le malade a besoin d'une semaine de repos, n'oserait lui donner un certificat, parce qu'il pourrait être soumis à un interrogatoire par l'inspecteur du Gouvernement.

5. Le programme du Gouvernement, ferait disparaître en pratique la liberté professionnelle du médecin et les relations normales qui s'établissent entre médecin et malade.

6. Ils s'opposent à toute tentative de répandre sournoisement par l'entremise des centres d'hygiène, l'idée d'un service rémunéré par l'Etat qui substituerait la loyauté au Gouvernement à celle qui existe actuellement à l'égard du malade.

7. Les "régions d'hygiène" qui subdiviseraient le pays sont trop petites et accentueraient au lieu d'atténuer la "mentalité régionale".

8. L'aménagement de centres d'hygiène devrait se faire graduellement au fur et à mesure que le commandera l'expérience acquise, et ces centres ne devraient pas, comme on le propose, être réservés à la chirurgie.

9. Le livre blanc ne prévoit pas la formation de spécialistes ni la pratique de la médecine préventive.

Je viens de citer le *Daily Mail* du vendredi 12 mai où l'on rapporte la présentation par lord Dawson of Penn, médecin du roi, au conseil de la British Medical Association d'un mémoire condamnant pour neuf raisons principales le plan gouvernemental d'hygiène pour tous.

J'ai lu une lettre d'un des premiers chirurgiens de l'université Johns Hopkins, le bril-

lant Dr Thomas Cullen, natif de Toronto et diplômé de l'université de cette ville. Il y signalait que la mesure projetée ne favoriserait ni le corps médical, ni la pratique de la chirurgie, pas plus qu'elle ne servirait les progrès accomplis dans le passé par cette grande institution.

En prenant la parole, je n'ai pas voulu m'opposer à l'adoption du bill présenté par le premier ministre. Au contraire, je l'approuve, du moins ce qui s'y trouve. J'estime qu'une dépense généreuse judicieusement faite peut être à l'avantage du pays. Depuis trente ans, les services d'hygiène des municipalités s'occupent de ces problèmes. * J'estime que si nous pouvons nous entendre avec les provinces pour assurer la concurrence de la juridiction, le fédéral pourra dépenser des centaines de millions de dollars dans les cinq années qui suivront la clôture des hostilités. Différents programmes d'envergure nationale s'offrent à nous: le logement, l'hospitalisation, le progrès des sciences et en particulier de celles dont je viens de parler. Je souligne tout particulièrement les immenses progrès accomplis dans le domaine de la médecine, ainsi que le faisait remarquer M. McNeil Dixon.

M. F. W. GERSHAW (Medicine-Hat):
Monsieur l'Orateur, je désire formuler quelques observations en marge de la création du ministère de la Santé nationale et du bien-être social. Je tiens à dire d'abord que mes observations et mon expérience personnelles me permettent d'affirmer que les médecins canadiens tiennent à mettre à profit tout nouveau traitement. Ils recevraient à bras ouverts tout traitement susceptible de diminuer, ne serait-ce que dans une faible mesure, les ravages causés par le cancer. Ils appliquent le traitement qui consiste à soigner l'anémie au moyen du foie et le traitement de l'insuline dans les cas de diabète, tout comme ils soignent une foule d'infections au moyen des sulfamides et qu'ils recourent à la pénicilline chaque fois que la chose est possible. Tout ce qu'ils demandent, c'est que quelque organisme de recherches se porte garant du caractère inoffensif des nouvelles méthodes de traitement. C'est à un conseil national de recherches qu'il appartient de les renseigner et de travailler à la solution de ces problèmes.

Après ce que nous a dit aujourd'hui l'honorable représentant de Portage-la-Prairie (M. Leader), je crois qu'il faudrait saisir de nouveau de cette question divers organismes de recherches et avoir à cœur d'aller au fond de l'affaire. On a examiné d'autres traitements du cancer, et nous entretenons toujours l'espoir qu'on trouvera un jour celui qui mettra fin à ce fléau.